

Un printemps turc ? Place Taksim, Istanbul

Écrit par Elise Massicard

Dimanche, 02 Juin 2013 14:33 - Mis à jour Dimanche, 02 Juin 2013 14:37



Ces images inattendues et impressionnantes ont fait le tour de la planète : rues bondées de manifestants, affrontements violents, foules traversant le pont du Bosphore à pied au petit matin... Mais que se passe-t-il donc dans ce pays qui a pourtant vu ces dernières années un miracle économique que beaucoup lui envie ; dont le parti au pouvoir, l'AKP, est parvenu à se faire reconduire avec pratiquement 50% des voix ; qui est acclamé dans les forums internationaux ; et qui semblait en passe de régler le plus épineux dossier politique, la question kurde ?

De manière discrète, mais continue, les tensions s'accumulaient pourtant depuis quelques temps. Les nouvelles restrictions à la vente d'alcool votées cette semaine s'ajoutent à une liste déjà fournie et font grincer quelques dents. Pas plus tard que la semaine passée, s'est déroulée à Ankara une mobilisation originale : des couples sont venues protester contre des lieux publics de plus en plus moralement restrictifs, en s'embrassant en public. Mais ce n'est pas un hasard si la protestation actuelle est partie du parc de Gezi (la « promenade »), voué à disparaître dans un projet d'aménagement urbain du centre « moderne » d'Istanbul, adopté sans concertation. En effet, ce quartier de Beyoglu a été une cible privilégiée des politiques de l'AKP : pour ne citer que les initiatives les plus récentes, interdiction des terrasses des cafés et restaurants en 2011 ; construction d'un immense centre commercial sur l'avenue Istiklal, dont un étage était pourtant illégal ; destruction, il y a quelques jours à peine, du cinéma historique Emek malgré de larges protestations ; et, depuis le 1^{er} mai, interdiction des manifestations sur la place centrale de Taksim (adjacente au parc Gezi) et sur l'avenue Istiklal (voir notre édition du 28 mai 2013). Beyoğlu, et notamment de quartier d'Istiklal, symbolise cette Turquie occidentalisée, cosmopolite et branchée dans laquelle ne se reconnaît pas l'AKP et que d'aucuns le soupçonnent de vouloir étouffer. Si les habitants et usagers de Beyoğlu s'estiment victimes de desseins ombrageux du pouvoir, c'est aussi car le premier ministre Erdoğan, ancien maire d'Istanbul, garde un œil attentif sur tout ce qui concerne la mégapole de Turquie. Celle-ci occupe, dans sa vision du futur, la place de choix de mégapole mondiale, pour laquelle il nourrit de grandes ambitions : troisième aéroport se voulant le plus important du monde, troisième pont sur le Bosphore dont la première pierre vient d'être posée, herculéen canal parallèle au Bosphore... Autant de grands projets qui ont suscité beaucoup d'opposition, que le pouvoir a su jusqu'à présent contourner, ignorer ou faire taire.

Finalement, la mobilisation autour du parc de Gezi n'aura été qu'une étincelle, celle de trop. En fait, plus que le parc lui-même – certes l'un des seuls espaces verts de cette partie de la ville, mais qui n'était ni très fréquenté, ni très bien entretenu, ni particulièrement valorisé par qui que

ce soit, bref qui avait assez peu en commun avec Central Park – c'est l'attitude des forces de sécurité, et plus largement du pouvoir, qui a véritablement mis le feu aux poudres et suscité l'élargissement de la mobilisation, y compris les soutiens au niveau international. La répression tout d'abord, que beaucoup jugent disproportionnée : le 1^{er} mai, alors que les manifestations à Taksim avaient été interdites officiellement en raison des travaux, la zone entière a été bouclée, les transports publics arrêtés à grande échelle, les véhicules interdits, les ponts sur la Corne d'Or levés ; les altercations ont conduit à l'utilisation massive de gaz lacrymogènes, au point d'affecter de très nombreux riverains, y compris à plusieurs centaines de mètres des lieux d'affrontement. Cet usage s'est répété à plusieurs occasions depuis, jusqu'à inquiéter un certain nombre de touristes qui passaient par là.

Mais plus généralement, certains observateurs ont reproché au pouvoir AKP, en particulier depuis sa dernière législature entamée en 2011, son arrogance et ses dérives autoritaires, qui se sont manifestées en particulier par des pressions sur les médias. Ici encore, les annonces de la préfecture d'Istanbul reprises par les grands médias jusqu'à samedi 1^{er} juin dans la matinée, assurant que le nombre de blessés s'élevait à douze, suscitaient déjà l'incrédulité et le malaise. Mais depuis l'annonce de la Chambre des médecins quelques heures plus tard, annonçant plusieurs centaines de blessés, c'est la colère qui domine.

Les médias classiques sont montrés particulièrement discrets, pour ne pas dire absents. Ils ont d'ailleurs fait l'objet de vives critiques. Vendredi soir, les grandes chaînes mentionnaient à peine les événements. Seules quelques chaînes marginales, pour la plupart de gauche, ont relayé les événements, et ont atteint un audimat record. Dans ce contexte, comme dans plusieurs « printemps arabes », les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial, à la fois de relai d'information et de canal de mobilisation. Ce support est propice aussi à la propagation de rumeurs et de légendes urbaines. Il y aurait des morts ; les hôpitaux militaires soutiendraient les manifestants ; des policiers et plusieurs préfets auraient démissionné... Il reste difficile de démêler le vrai du faux dans ce contexte de guerre de l'information.

Mais qui est derrière ce mouvement ? Et que veulent-ils ? On ne distingue pas d'organisation principale. Ce ne sont certes pas les organisations de défense du parc ou même écologistes qui auraient pu mobiliser avec une telle ampleur. Plusieurs partis d'opposition et plusieurs clubs de football ont appelé, hier, à se rassembler. De rares bannières sont brandies ici et là : ici un groupe révolutionnaire musulman, là un parti... Mais c'est un phénomène minoritaire. Beaucoup de gens trouvent là simplement l'occasion de manifester un agacement et leur opposition, bien au-delà de la question de Gezi, et cela pour des motifs qui peuvent s'avérer très différents. Les manifestants scandent « Erdogan démission » ou disent s'opposer au « fascisme ». Ils s'opposent à un pouvoir tellement hégémonique qu'il croit pouvoir se permettre d'être parfaitement indifférent à l'opposition et de la prendre pour quantité négligeable. S'exprime de manière assez large un « ras-le-bol » qui est loin de se limiter aux kémalistes farouchement

laïcistes, ni aux groupes de gauche radicale, ni encore à tous ceux ayant envie d'en découdre.

Au moins autant que la diversité des manifestants, c'est le nombre et les modalités des soutiens qui étonne : tel restaurant nourrit les manifestants gratuitement ; tel hôtel les accueille ; sur l'avenue Istiklal en état de guerre, des commerçants applaudissent les manifestants ; face au brouillage des lignes de téléphone portable par les forces de sécurité sur les zones d'affrontement, les cafés et restaurants environnants fournissent leurs codes de wifi par réseaux sociaux... Des riverains affichent sur les bâtiments que les manifestants peuvent venir se réfugier chez eux. Dans plusieurs quartiers, au milieu de la nuit encore, de nombreux habitants manifestaient leur soutien en allumant et éteignant les lumières et en descendant dans les rues avec casseroles et poêles. Nombreux sont ceux qui aux fenêtres applaudissent ou acclament les manifestants, comme ceux qui klaxonnent pour les encourager.

Finalement, les gouvernements Erdoğan ont eu à affronter des oppositions, mais principalement portées par des partis eux-mêmes affaiblis. La Turquie a vu peu de manifestations d'ampleur depuis les grands meetings républicains de 2007. Le pouvoir saura-t-il y faire face ? Lorsqu'Erdoğan a finalement pris la parole samedi à midi – dans une réunion sur le commerce extérieur où il vantait la réussite économique du pays –, c'est encore une fois pour défendre le projet de réaménagement de la place Taksim, mais aussi pour attribuer les événements à une coalition entre partis d'opposition et groupes illégaux, bref pour lui nier toute portée et légitimité. Selon lui, qui n'agit pas dans le cadre de la loi ne peut se prétendre défenseur de la démocratie. Justement, on s'est souvent interrogé sur le potentiel de démocratisation de l'AKP ; la gestion des rassemblements actuels pourraient constituer un véritable test. En attendant, des groupes continuent à affluer vers Taksim, des manifestations de soutien à s'organiser dans différentes villes de Turquie et d'ailleurs.

Elise Massicard

* Observatoire de la Vie Politique Turque. 1^{er} Juin 2013 @ 02:48 : <http://ovipot.hypotheses.org/8880>

* Elise Massicard (1976) a fait des études de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, de turcologie à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, et de sciences sociales à la Freie Universität Berlin. Après un doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, elle a enseigné à l'Université de Marmara (Istanbul, Turquie). Après son recrutement comme chargée de recherches au CNRS (section 36) en 2003, elle a été rattachée au Centre d'Etudes

Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS) à Lille, avant d'être affectée à l'équipe Etudes Turques et Ottomanes à l'EHESS Paris, en 2008. Elle est chercheuse associée au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI, Paris). Ses travaux portent sur la sociologie politique de la Turquie, les mobilisations, et la territorialité politique. Elise Massicard est membre de l'ANR « De la friction culturelle à l'affrontement armé. Seuils, échelles et modalités de conflictualité (Turquie, Iran, Pakistan) », 2007-2009 (UMR Etudes Turques et Ottomanes, EHESS/CNRS/Collège de France). Elle coordonne l'ANR « Ordonner et Transiger : Modalités de gouvernement et d'administration en Turquie et dans l'Empire Ottoman, du XIX^e siècle à nos jours », (TRANSTUR), 2008-2011 (UMR Etudes Turques et Ottomanes, EHESS/CNRS/Collège de France). Elle est également membre du projet de recherche coordonné par Claire Visier, « La candidature Turquie à l'Union européenne : La Turquie en réforme ? », Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne (2009-2010). Elle est membre fondatrice et membre du comité de rédaction de l'European Journal of Turkish Studies et membre du conseil scientifique de la revue Kirkbudak (Turquie). Elle fait partie du comité de pilotage de l'Institut d'Etude de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (IISMM).

Cet article a été publié sur le site www.europe-solidaire.org